

Sortir de la crise : des solutions existent

Depuis plusieurs mois, la C.G.T. agit et intervient dans les entreprises industrielles, les localités, dans le cadre d'une campagne très large sur la défense de l'emploi et la C.G.T. Bretagne a pris toute sa place dans les différents ateliers des États Généraux de l'Industrie. Elle y a défendu des propositions à même de préserver et d'améliorer le potentiel

industriel de la Bretagne.

Ces propositions reposent sur l'économique et le social, indissociables d'un développement soucieux de l'humain et de l'environnement.

Pour leur donner tout le poids nécessaire, nous vous invitons à signer cette pétition.

Je soutiens les propositions de la C.G.T. pour sortir durablement de la crise

L'économique

Investir dans la recherche et l'innovation

- Renforcement des filières d'activités principales de la Bretagne que sont l'agroalimentaire, l'automobile, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'électronique, la pêche, la défense, la construction navale, la construction et le tourisme, le secteur de l'économie sociale.
- Création d'une filière de déconstruction des navires.
- Création d'un pôle public de l'énergie en région.
- Développement et renforcement des services publics.

Financer la croissance industrielle au service de l'emploi

- Constitution d'un pôle public financier.
- Création d'un fonds régional mutualisé pour l'emploi.
- Péréquation entre les donneurs d'ordre et les sous-traitants.
- Responsabilité sociale des entreprises dans les territoires.
- Contrôle de l'utilisation des fonds publics.

Le social

Revalorisation du travail

- Porter le SMIC à 1600 € brut, ouverture de négociations salariales dans toutes les entreprises, relever les minima sociaux et les pensions.
- Reconnaître les qualifications et négociation des grilles de salaires.

Aller vers un statut du travail salarié

- Renforcement des possibilités de formation professionnelle tout au long de la vie.
- Instauration d'un plan emploi, plus particulièrement envers

les jeunes.

- Instauration d'élections professionnelles dans les TPE.
- Création de la sécurité des parcours professionnels, par branche, par territoire.
- Reconnaissance de la pénibilité par une retraite pleine anticipée.
- Renforcement des droits syndicaux pour favoriser la démocratie dans l'entreprise.
- Instauration d'un droit suspensif au licenciement.

Tous Ensemble pour le progrès social durable

